COMMUNAUTE URBAINE DE BORDEAUX

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DE COMMUNAUTE

Séance du 25 mai 2012
(convocation du 14 mai 2012)

Aujourd'hui Vendredi Vingt-Cinq Mai Deux Mil Douze à 09 Heures 30 le Conseil de la Communauté Urbaine de BORDEAUX s'est réuni, dans la salle de ses séances sous la présidence de Monsieur Vincent FELTESSE, Président de la Communauté Urbaine de BORDEAUX.

ETAIENT PRESENTS :

M. FELTESSE Vincent, M. JUPPE Alain, M. DAVID Alain, M. CAZABONNE Alain, M. BENOIT Jean-Jacques, M. BOBET Patrick, Mme BOST Christine, M. BRON Jean-Charles, Mme CARTRON Françoise, M. CHAUSSET Gérard, Mme CURVALE Laure, M. DUCHENE Michel, M. DUPRAT Christophe, Mme FAYET Véronique, M. FLORIAN Nicolas, M. FREYGEFOND Ludovic, M. GAUTE Jean-Michel, M. GAÜZERE Jean-Marc, M. GELLE Thierry, M. GUICHARD Max, M. HERITIE Michel, Mme ISTE Michèle, M. LABARDIN Michel, M. LABISTE Bernard, M. LAMAISON Serge, Mme LIRE Marie Françoise, M. OLIVIER Michel, M. PIERRE Maurice, M. ROSSIGNOL Clément, M. SAINTE-MARIE Michel, Mme DE FRANCOIS Béatrice, M. SOUBIRAN Claude, M. TOUZEAU Jean, M. TURON Jean-Pierre, Mme LACUEY Conchita, M. MAURRAS Franck, M. SOUBABERE Pierre, Mme TERRAZA Brigitte, M. AMBRY Stéphane, M. ANZIANI Alain, Mme BALLOT Chantal, M. BAUDRY Claude, Mme BONNEFOY Christine, M. BONNIN Jean-Jacques, M. BOUSQUET Ludovic, Mme BREZILLON Anne, M. BRUGERE Nicolas, Mme CAZALET Anne-Marie, M. CAZENAVE Charles, M. CHARRIER Alain, Mme CHAVIGNER Michèle, Mme COLLET Brigitte, Mlle COUTANCEAU Emilie, M. DANJON Frédéric, M. DAVID Jean-Louis, M. DAVID Yohan, M. DELAUX Stéphan, Mlle DELTIMPLE Nathalie, Mme DESSERTINE Laurence, Mme DIEZ Martine, M. DOUGADOS Daniel, M. DUART Patrick, M. DUBOS Gérard, M. DUCASSOU Dominique, M. DUPOUY Alain, Mlle EL KHADIR Samira, Mme EWANS Marie-Christine, Mme FAORO Michèle, M. FEUGAS Jean-Claude, Mme FOURCADE Paulette, M. GARNIER Jean-Paul, M. GUICHOUX Jacques, M. GUILLEMOTEAU Patrick, M. HURMIC Pierre, M. JOANDET Franck, M. JOUBERT Jacques, M. JUNCA Bernard, M. LAGOFUN Gérard, Mme LAURENT Wanda, Mme LIMOUZIN Michèle, M. LOTHAIER Pierre, M. MANGON Jacques, M. MAURIN Vincent, Mme MELLIER Claude, M. MERCIER Michel, M. MOGA Alain, M. MOULINIER Maxime, Mme NOEL Marie-Claude, M. PAILLART Vincent, Mme PARCELIER Muriel, M. PENEL Gilles, M. PEREZ Jean-Michel, M. POIGNONEC Michel, M. QUERON Robert, M. RAYNAL Franck, M. RAYNAUD Jacques, M. REIFFERS Josy, M. RESPAUD Jacques, M. ROBERT Fabien, M. ROUVEYRE Matthieu, M. SOLARI Joël, Mme TOUTON Elisabeth, M. TRIJOLET Thierry, Mme WALRYCK Anne.

EXCUSES AYANT DONNE PROCURATION :

M. JUPPE Alain à M. DUCHENE Michel à compter de 12h25	Mme. DELATTRE Nathalie à M. DELAUX Stéphan
M. DAVID Alain à M. TOUZEAU Jean à compter de 12h25	M. DUART Patrick à M. GARNIER Jean-Paul à compter de 12h25
Mme. CARTRON Françoise à M. FELTESSE Vincent à compter de 12h	M. EGRON Jean-François à Mme. LIMOUZIN Michèle
M. CAZABONNE Didier à M. CAZABONNE Alain	Mme EL KHADIR Samira à Mme DELTIMPLE Nathalie à compter de 12h
M. FAVROUL Jean-Pierre à M. DUPRAT Christophe	M. GALAN Jean-Claude à M. GUICHARD Max
M. LAMAISON Serge à M. LABISTE Bernard jusqu'à 10h45	M. GUICHEBAROU Jean-Claude à M. FLORIAN Nicolas
M. PIERRE Maurice à Mme. FOURCADE Paulette à compter de 12h	M. GUILLEMOTEAU Patrick à M. MOULINIER Maxime jusqu'à 9h50
M. PUJOL Patrick à M. POIGNONEC Michel	M. GUYOMARC'H Jean-Pierre à Mme. LIRE Marie Françoise
M. SAINTE-MARIE Michel à M. ANZIANI Alain à compter de 11h30	Mme. HAYE Isabelle à M. HURMIC Pierre
Mme LACUEY Conchita à M. TURON Jean-Pierre à compter de 12h	M. JOANDET Franck à M. ROSSIGNOL Clément à compter de 12h15
M. SOUBABERE Pierre à M. HERITIE Michel à compter de 10h15	M. MILLET Thierry à M. RAYNAL Franck
Mme TERRAZA Brigitte à M. FREYGEFOND Ludovic à compter de 10h35	Mme. PIAZZA Arielle à Mme. BREZILLON Anne
M. ASSERAY Bruno à M. CHAUSSET Gérard	M. QUANCARD Denis à M. BOBET Patrick
Mme. BALLOT Chantal à M. GUICHOUX Jacques à compter de 12h	M. REIFFERS Josy à M. SOLARI Joël jusqu'à 10h10
Mme BONNEFOY Christine à M. BONNIN Jean-Jacques à compter de 12h	Mme. SAINT-ORICE Nicole à Mme. TOUTON Elisabeth
M. COUTURIER Jean-Louis à Mme. FAORO Michèle	M. SIBE Maxime à M. CAZENAVE Charles

LA SEANCE EST OUVERTE

Mobilier de Bureau réformé de la Communauté urbaine de Bordeaux - Cession à des structures de l'Economie sociale et solidaire - Conventions - Décision - Autorisation

Monsieur MAURRAS présente le rapport suivant,

Mesdames, Messieurs

Dans le cadre d'une opération de réforme de mobilier de bureau, la Communauté urbaine de Bordeaux va céder une partie de ce mobilier à des structures de l'Economie Sociale et Solidaire.

Le 30 mars 2012, un mobilier de bureau conséquent, a fait l'objet d'une réforme. Il s'agit de meubles vétustes qui peuvent être réparés ou revalorisés et être cédés.

Conformément aux orientations des dispositions relatives à la réforme des biens meubles communautaires, actées par délibération N° 2006/085 1 en Conseil de Communauté du 24 novembre 2006, il est proposé que notre établissement puisse céder du mobilier réformé à des structures de l'économie solidaire et promouvoir ainsi un réemploi avec une dimension d'utilité sociale.

1 - Application des principes s'appliquant à la réforme des biens communautaires

Dans la délibération pré-citée, il est indiqué, concernant spécifiquement le mobilier de bureau :

« La Communauté urbaine a fait le choix d'une opération de réforme de mobiliers et de matériels divers.

Dès lors, un dispositif de contractualisation sera recherché, dans le cadre du décret 2005/0829 du 20 juillet 2005, avec des associations de l'Economie Sociale et Solidaire, dans l'optique d'une revente à l'euro symbolique, de ce mobilier réformé, en s'assurant que celles-ci disposent des capacités techniques et des moyens humains nécessaires pour assurer le recyclage de ces biens compte tenu des volumes concernés. »

2 - Proposition de répartition et d'utilisation du mobilier réformé entre les structures de l'économie solidaire

Au terme d'un processus de consultation mené avec l'aide du Groupement Aquitain des Réseaux de l'Insertion par l'activité Economique (GARIE), il est proposé de répartir le mobilier auprès de structures de l'ESS citées ci-après :

Désignation Mobilier	Atelier D'éco Solidaire	Envie 2E	Régie de quartier « La Ressourcerie » Cenon Palmer	Sew & Laine
Chaises	43		10	4
Tabouret	2			
Comptoir		1		
Pupitre simple	22	1	4	
Pupitre double	6		2	6
Bureau de maître	4			1
Chaise d'école	84			24
Table informatique double		1	6	
Chariot	1			
Banquette skai			1	
Table basse ovale	1			1
Meuble à clapets	4			1
Rayonnage			4	
Table téléphone	1			
Armoire basse métal	3			
Armoire haute métal		3		
Armoire bois	6	1	1	3
Table bois	1		3	1
Bureau		1	1	
Table réunion		1		
Piste graphique	1			
Présentoir documents			1	
Tableau noir			1	

Ces structures ont été identifiées au regard de leurs statuts et de leurs compétences techniques dans le domaine du réemploi recyclage. Elles disposent des conditions préalables requises :

- appartenance au champ de l'économie sociale et solidaire ;
- affiliation au réseau national des ressourceries, pour certaines de ces structures ;
- capacités matérielles et humaines pour assurer l'enlèvement, le réemploi, la maintenance du mobilier ;
- projet d'utilisation compatible avec nos orientations (actions à finalité d'utilité sociale) ;
- capacités à garantir la traçabilité du mobilier.

Cette répartition s'est faite lors de la visite des locaux de stockage (Pessac, Lormont) en bonne intelligence avec les 4 structures suivantes :

- **ENVIE 2E** : Association nationale organisée en entreprises sociales régionales et locales, ENVIE 2^E Aquitaine est basée à Bassens. L'entreprise propose ses services dans le domaine de la collecte, du tri, du regroupement et du traitement et du recyclage des déchets, notamment des DEEE (Déchets d'équipements électriques et électroniques) en lien avec des éco-organismes (Eco-systèmes et Ecologic). Elle compte 67 salariés, dont 47 en insertion. Elle permet dans ce cadre à des personnes sans emploi, rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières, de bénéficier de contrats de travail en vue de faciliter leur insertion professionnelle. Elle met en œuvre des modalités spécifiques d'accueil et d'accompagnement. ENVIE 2E mène actuellement une réflexion territoriale, dans le cadre de la mise en œuvre de la REP Ameublement, et du positionnement des acteurs de l'économie sociale et solidaire dans le cadre de cette nouvelle filière.

- **Atelier d'Eco solidaire** : En tant qu'association loi 1901, implantée à Bordeaux, l'Atelier d'Eco solidaire propose de collecter les déchets encombrants par tous les moyens utiles pour les valoriser par la création artistique ou la réparation puis les vendre, de collecter les matières et matériaux réemployables dans la distribution, de former et encadrer des jeunes en insertion ou en orientation pour les accompagner à construire un avenir professionnel, de coordonner des actions, des manifestations artistiques et culturelles permettant des actions de sensibilisation liées à l'environnement. Plusieurs opérations ont déjà eu lieu, dans le cadre de la semaine du Développement Durable, dont certaines organisées sur le site d'une déchetterie communautaire.

- **Régie de quartier « la Ressourcerie » Cenon Palmer** : Ce projet « La Ressourcerie », mis en œuvre par la régie de quartier de Cenon, allie une démarche de prévention des déchets, la création d'emplois d'insertion et la restauration du lien social dans le quartier Cenon-Palmer. Créée en juin 2010, la Ressourcerie a reçu le soutien de nombreux partenaires dont celui de Domofrance, la ville de Cenon et la Communauté urbaine de Bordeaux. Le bilan est aujourd'hui très positif : 11 emplois créés dont 9 postes conventionnés dans le cadre d'un chantier d'insertion et 2 encadrants techniques en CDI, 71 tonnes d'encombrants collectées chaque année, dont 6 tonnes remises sur le circuit marchand (réemploi, réutilisation), plus de 60 ateliers organisés prioritairement pour les habitants du quartier Palmer de Cenon.

- **Association Sew & Laine** : Association bordelaise dédiée aux arts textile, créée en 2011, la structure a pour objet de constituer un lieu dédié aux pratiques du fil et de l'aiguille (couture, tricot, etc.), pour favoriser la découverte, l'expression, l'apprentissage et la valorisation des pratiques textiles et plus largement de la création. Lieu de convivialité, d'échange et de partage, Sew&Laine cherche ainsi à atteindre un objectif de mixité sociale, à travers une rencontre des publics et des réseaux, et agit ainsi à la fois avec et auprès de publics en difficultés, afin de favoriser les processus d'entraide, d'apprentissage et de découverte au contact des autres. Agissant sur le territoire aquitain, l'association développe ainsi des axes de formation, d'animation et de sensibilisation, mais aussi de conseil et soutien à la création textile. Projet innovant en matière d'utilité sociale, Sew&Laine se construit en cluster créatif, agissant sur 4 domaines d'intervention : social, culturel, l'emploi (consolidation de parcours professionnels), et l'insertion. Elle s'est montrée intéressée par cette opération de cession de biens mobilier, souhaitant agir dans le domaine de l'économie circulaire et nouer ainsi des relations avec la Régie de quartier de Cenon et l'Atelier déco solidaire.

3- Modalités de remise et de traçabilité du mobilier

Le mobilier réformé sera préparé et cédé par la CUB (cession à l'euro symbolique) aux structures de l'Economie Sociale et Solidaire identifiées.

En contrepartie, chaque structure s'engage auprès de la Communauté urbaine à assurer la traçabilité du mobilier cédé, selon les modalités techniques propres à chacune d'elle (système de bons ou reçus). L'ensemble de ces modalités sont prévues dans les conventions ci-jointes.

Ceci étant exposé, il vous est demandé, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir si tel est votre avis adopter les termes de la délibération suivante :

Le Conseil de Communauté,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales

ENTENDU le rapport de présentation

CONSIDERANT QUE la réforme de mobilier et la cession de ce mobilier, à l'euro symbolique, à des structures de l'économie solidaire de l'agglomération, entre dans le cadre défini par la charte communautaire des biens réformés, actée par délibération en 2006

DECIDE

Article 1 : la sortie d'actif de biens meubles de l'inventaire comptable ayant fait l'objet d'une réforme,

Article 2 : la cession, à l'euro symbolique, du mobilier réformé en faveur des structures de l'Economie Sociale et Solidaire suivantes : Association Sew&Laine, Atelier d'Eco solidaire, Régie de quartier de Cenon Palmer « le Ressourcerie » et ENVE2E, pour les utilisations présentées précédemment.

Article 3 : d'autoriser M. le Président, à signer les conventions ci-annexées prévoyant la remise, l'utilisation et la traçabilité du matériel cédé.

Les conclusions, mises aux voix, sont adoptées à l'unanimité.

Fait et délibéré au siège de la Communauté Urbaine le 25 mai 2012,

Pour expédition conforme,
par délégation,
le Vice -Président,

**REÇU EN PRÉFECTURE LE
19 JUIN 2012**

PUBLIÉ LE : 19 JUIN 2012

M. FRANCK MAURRAS